

[Communiqué au Conseil
et aux Membres de la Société.]

Annexe à la C.L.14.1930.II.

No officiel: **C.153** (1). **M.59** (1). 1929. II.
[C.F.M.12.(1).]

Genève, 1^{er} janvier 1930.

SOCIETE DES NATIONS

CONFERENCE INTERNATIONALE POUR L'ADOPTION
D'UNE CONVENTION
POUR LA REPRESSION DU FAUX MONNAYAGE

-
1. CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA REPRESSION
DU FAUX MONNAYAGE.
 2. PROTOCOLE.
 3. PROTOCOLE FACULTATIF.

LEAGUE OF NATIONS

INTERNATIONAL CONFERENCE FOR THE ADOPTION
OF A CONVENTION
FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY

-
1. INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE SUPPRESSION
OF COUNTERFEITING CURRENCY.
 2. PROTOCOL.
 3. OPTIONAL PROTOCOL.

CONVENTION

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE; LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES; SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES; LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE; SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES; LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

Désireux de rendre de plus en plus efficaces la prévention et la répression du faux monnayage ont désigné pour leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Albanie:

Le docteur Stavro STAVRI, Chargé d'affaires à Paris;

Le Président du Reich allemand:

Le docteur Erich KRASKE, « Vortragender Legationsrat » au Ministère des Affaires étrangères;

Le docteur Wolfgang METTGENBERG, « Ministerialrat » au Ministère de la Justice du Reich;

Le docteur VOCKE, « Geheimer Finanzrat », Membre du « Reichsbankdirektorium »;

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

M. Hugh R. WILSON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

Le Président fédéral de la République d'Autriche:

Le docteur Bruno SCHULTZ, Directeur de police, chef de la Section de police criminelle à la Préfecture de police de Vienne;

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. SERVAIS, Ministre d'Etat, Procureur général honoraire à la Cour d'Appel de Bruxelles;

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:

Sir John FISCHER WILLIAMS, Conseiller juridique britannique à la Commission des Réparations;

Leslie S. BRASS, Esq., « Assistant Principal at the Home Office »;

Pour l'Inde:

Vernon DAWSON, Esq. C.I.E., « Principal at the India Office »;

Sa Majesté le Roi des Bulgares:

M. D. MIKOFF, Chargé d'affaires à Berne;

Le Président du Gouvernement national de la République chinoise:

M. Lone LIANG, Conseiller de la Légation de Chine près le Président du Reich allemand;

Le Président de la République de Colombie :

Le docteur Antonio José RESTREPO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,
Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

Le Président de la République de Cuba :

M. G. DE BLANCK Y MENOCAL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire,
Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

M. Manuel R. ALVAREZ, Attaché commercial à la Délégation permanente auprès de
la Société des Nations;

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. William BORBERG, Délégué permanent auprès de la Société des Nations;

*Le Président de la République de Pologne,
pour la Ville Libre de Danzig :*

M. François SOKAL, Ministre plénipotentiaire, Délégué de la République de Pologne
à la Société des Nations;

M. John MUHL, Premier Procureur et chef de la Police criminelle de la Ville libre;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

M. Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis DE LA TORREHERMOSA, Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse;

Le Président de la République française :

Le comte DE CHALENDAR, Attaché financier à l'Ambassade près Sa Majesté Britannique;

Le Président de la République hellénique :

M. Mégalos CALOYANNI, Conseiller honoraire à la Haute Cour d'Appel du Caire;

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie :

M. P. DE HEVESY DE HEVES, Ministre résident, Délégué permanent auprès de la
Société des Nations;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

Commendatore docteur Ugo ALOISI, Conseiller à la Cour de Cassation, Attaché au
Ministère de la Justice;

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Raizaburo HAYASHI, Procureur général de la Cour de Cassation;

M. Shigeru NAGAI, Directeur de l'Hôtel des Monnaies;

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg :

M. Charles G. VERMAIRE, Consul à Genève;

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco :

M. Rodolphe ELLÈS, Vice-consul à Genève;

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. Chr. L. LANGE, Secrétaire général de l'Union interparlementaire;

Le Président de la République de Panama :

Le docteur AROSEMENA, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

Le baron A. A. VAN DER FELTZ, ancien chef de la Centrale néerlandaise pour la répression
des falsifications, ancien Procureur général près la Cour d'Appel d'Amsterdam;

M. P. J. GERKE, Trésorier général au Département des Finances des Indes néerlandaises;

M. K. H. BROEKHOFF, Commissaire de police de l'Etat, Inspecteur en chef de police;

Le Président de la République de Pologne :

M. François SOKAL, Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Société des Nations;
Le docteur Włodzimierz SOKALSKI, Juge à la Cour Suprême;

Le Président de la République portugaise :

Le docteur José CAEIRO DA MATTA, Directeur de la Banque de Portugal, Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. Constantin ANTONIADÉ, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations;
M. Vespasien V. PELLA, Professeur de droit pénal à l'Université de Jassy;
M. Pascal TONCESCO, Avocat à la Cour d'Appel;

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

Le docteur Thomas GIVANOVITCH, Professeur de droit criminel à l'Université de Belgrade;

Le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétiques socialistes :

M. Georges LACHKEVITCH, Conseiller juridique de l'Ambassade de l'Union près le Président de la République française;
M. Nicolas LIUBIMOV, Attaché à l'Ambassade de l'Union près le Président de la République française;

Le Conseil fédéral suisse :

M. E. DELAQUIS, Chef de la Division de police du Département fédéral de Justice et Police, Professeur de droit à l'Université de Berne;

Le Président de la République Tchécoslovaque :

Le docteur Jaroslav KALLAB, Professeur de droit pénal et international à l'Université de Brno;

lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

PREMIÈRE PARTIE.*Article premier.*

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent les règles exposées dans la première partie de la présente Convention comme le moyen le plus efficace, dans les circonstances actuelles, de prévenir et de réprimer les infractions de fausse monnaie.

Article 2.

Dans la présente Convention, le mot « monnaie » s'entend de la monnaie-papier, y compris les billets de banque, et de la monnaie métallique, ayant cours en vertu d'une loi.

Article 3.

Doivent être punis comme infractions de droit commun:

- 1^o Tous les faits frauduleux de fabrication ou d'altération de monnaie, quel que soit le moyen employé pour produire le résultat;
- 2^o La mise en circulation frauduleuse de fausse monnaie;
- 3^o Les faits, dans le but de la mettre en circulation, d'introduire dans le pays ou de

recevoir ou de se procurer de la fausse monnaie, sachant qu'elle est faussée;

4° Les tentatives de ces infractions et les faits de participation intentionnelle;

5° Les faits frauduleux de fabriquer, de recevoir ou de se procurer des instruments ou d'autres objets destinés par leur nature à la fabrication de fausse monnaie ou à l'altération des monnaies.

Article 4.

Chacun des faits prévus à l'article 3, s'ils sont commis dans des pays différents, doit être considéré comme une infraction distincte.

Article 5.

Il ne doit pas être établi, au point de vue des sanctions, de distinction entre les faits prévus à l'article 3, suivant qu'il s'agit d'une monnaie nationale ou d'une monnaie étrangère; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

Article 6.

Les pays qui admettent le principe de la récidive internationale, reconnaissent, dans les conditions établies par leurs législations respectives, comme génératrices d'une telle récidive, les condamnations étrangères prononcées du chef de l'un des faits prévus à l'article 3.

Article 7.

Dans la mesure où la constitution de parties civiles est admise par la législation interne, les parties civiles étrangères, y compris éventuellement la Haute Partie contractante dont la monnaie a été falsifiée, doivent jouir de l'exercice de tous les droits reconnus aux régnicoles par les lois du pays où se juge l'affaire.

Article 8.

Dans les pays qui n'admettent pas le principe de l'extradition des nationaux, leurs ressortissants qui sont rentrés sur le territoire de leur pays, après s'être rendus coupables à l'étranger de faits prévus par l'article 3, doivent être punis de la même manière que si le fait avait été commis sur leur territoire, et cela même dans le cas où le coupable aurait acquis sa nationalité postérieurement à l'accomplissement de l'infraction.

Cette disposition n'est pas applicable si, dans un cas semblable, l'extradition d'un étranger ne pouvait pas être accordée.

Article 9.

Les étrangers qui ont commis à l'étranger des faits prévus à l'article 3 et qui se trouvent sur le territoire d'un pays dont la législation interne admet, comme règle générale, le principe de la poursuite d'infractions commises à l'étranger, doivent être punis de la même manière que si le fait avait été commis sur le territoire de ce pays.

L'obligation de la poursuite est subordonnée à la condition que l'extradition ait été demandée et que le pays requis ne puisse livrer l'inculpé pour une raison sans rapport avec le fait.

Article 10.

Les faits prévus à l'article 3 sont de plein droit compris comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre les diverses Hautes Parties contractantes.

Les Hautes Parties contractantes qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité ou à une condition de réciprocité, reconnaissent, dès à présent, les faits prévus à l'article 3 comme cas d'extradition entre elles.

L'extradition sera accordée conformément au droit du pays requis.

Article 11.

Les fausses monnaies, ainsi que les instruments et les autres objets désignés à l'article 3, N° 5, doivent être saisis et confisqués. Ces monnaies, ces instruments et ces objets doivent, après confiscation, être remis, sur sa demande, soit au gouvernement, soit à la banque d'émission dont les monnaies sont en cause, à l'exception des pièces à conviction dont la conservation dans les archives criminelles est imposée par la loi du pays où la poursuite a eu lieu, et des spécimens dont la transmission à l'office central dont il est question à l'article 12, paraîtrait utile. En tout cas, tous ces objets doivent être mis hors d'usage.

Article 12.

Dans chaque pays, les recherches en matière de faux monnayage doivent, dans le cadre de la législation nationale, être organisées par un office central.

Cet office central doit être en contact étroit:

- a) Avec les organismes d'émission;
- b) Avec les autorités de police à l'intérieur du pays;
- c) Avec les offices centraux des autres pays.

Il doit centraliser, dans chaque pays, tous les renseignements pouvant faciliter les recherches, la prévention et la répression du faux monnayage.

Article 13.

Les offices centraux des différents pays doivent correspondre directement entre eux.

Article 14.

Chaque office central, dans les limites où il le jugera utile, devra faire remettre aux offices centraux des autres pays une collection des spécimens authentiques annulés des monnaies de son pays.

Il devra notifier, dans les mêmes limites, régulièrement, aux offices centraux étrangers, en leur donnant toutes informations nécessaires:

- a) Les nouvelles émissions de monnaies effectuées dans son pays;
- b) Le retrait et la prescription de monnaies.

Sauf pour les cas d'intérêt purement local, chaque office central, dans les limites où il le jugera utile, devra notifier aux offices centraux étrangers:

1° Les découvertes de fausses monnaies. La notification de falsification des billets de banque ou d'Etat sera accompagnée d'une description technique des faux fournie exclusivement par l'organisme d'émission dont les billets auront été falsifiés; une reproduction photographique ou, si possible, un exemplaire du faux billet sera communiqué. En cas d'urgence, un avis et une description sommaire émanant des autorités de police pourront être discrètement transmis aux offices centraux intéressés, sans préjudice de l'avis et de la description technique dont il est question ci-dessus;

2° Les recherches, poursuites, arrestations, condamnations, expulsions de faux monnayeurs, ainsi qu'éventuellement leurs déplacements et tous renseignements utiles, notamment les signalements, empreintes digitales et photographies de faux monnayeurs;

3° Les découvertes détaillées de fabrication, en indiquant si ces découvertes ont permis de saisir l'intégralité des faux mis en circulation.

Article 15.

Pour assurer, perfectionner et développer la collaboration directe internationale en matière de prévention et de répression du faux monnayage, les représentants des offices centraux des Hautes Parties contractantes doivent tenir, de temps en temps, des conférences, avec participation des représentants des banques d'émission et des autorités centrales intéressées. L'organisation et le contrôle d'un office central international de renseignements pourront faire l'objet d'une de ces conférences.

Article 16.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par l'article 3 doit être opérée:

a) De préférence par voie de communication directe entre les autorités judiciaires, le cas échéant, par l'intermédiaire des offices centraux;

b) Par correspondance directe des ministres de la Justice des deux pays ou par l'envoi direct par l'autorité du pays requérant au ministre de la Justice du pays requis;

c) Par l'intermédiaire de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis; cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente ou à celle indiquée par le gouvernement du pays requis, et recevra directement de cette autorité les pièces constituant l'exécution de la commission rogatoire.

Dans les cas a) et c), copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure du pays requis.

A défaut d'entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requérante, sauf au pays requis à en demander une traduction faite dans sa langue et certifiée conforme par l'autorité requérante.

Chaque Haute Partie contractante fera connaître par une communication adressée à chacune des autres Hautes Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de cette Haute Partie contractante.

Jusqu'au moment où une Haute Partie contractante fera une telle communication, sa procédure actuelle en fait de commissions rogatoires sera maintenue.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais autres que les frais d'expertises.

Rien dans le présent article ne pourra être interprété comme constituant de la part des Hautes Parties contractantes un engagement d'admettre, en ce qui concerne le système des preuves en matière répressive, une dérogation à leur loi.

Article 17.

La participation d'une Haute Partie contractante à la présente Convention ne doit pas être interprétée comme portant atteinte à son attitude sur la question générale de la compétence de la juridiction pénale comme question de droit international.

Article 18.

La présente Convention laisse intact le principe que les faits prévus à l'article 3 doivent, dans chaque pays, sans que jamais l'impunité leur soit assurée, être qualifiés, poursuivis et jugés conformément aux règles générales de sa législation interne.

SECONDE PARTIE.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront, s'ils ne peuvent pas être réglés par des négociations directes, envoyés pour décision à la Cour permanente de Justice internationale. Si les Hautes Parties contractantes entre lesquelles surgit un différend, ou l'une d'entre elles, n'étaient pas Parties au Protocole portant la date du 16 décembre 1920 relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend serait soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacune d'elles, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

Article 20.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour; elle pourra, jusqu'au 31 décembre 1929, être signée au nom de tout Membre de la

CONVENTION

HIS MAJESTY THE KING OF ALBANIA; THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA; HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS; THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA; THE PRESIDENT OF THE COLOMBIAN REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA; HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES; THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS; THE SWISS FEDERAL COUNCIL; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

Being desirous of making more and more effective the prevention and punishment of counterfeiting currency, have appointed as their Plenipotentiaries:

His Majesty the King of Albania:

Dr. Stavro STAVRI, Chargé d'Affaires in Paris;

The President of the German Reich:

Dr. Erich KRASKE, "Vortragender Legationsrat" at the Ministry for Foreign Affairs;
Dr. Wolfgang METTGENBERG, "Ministerialrat" at the Ministry of Justice of the Reich;
Dr. VOCKE, "Geheimer Finanzrat", Member of the Reichsbank Direktorium;

The President of the United States of America:

Mr. Hugh R. WILSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

The Federal President of the Austrian Republic:

Dr. Bruno SCHULTZ, Police Director, Chief of Section of Criminal Police at the Prefecture of Police of Vienna;

His Majesty the King of the Belgians:

M. SERVAIS, Minister of State, Honorary Public Prosecutor at the Brussels Court of Appeal;

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India:

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations:

Sir John FISCHER WILLIAMS, British Legal Representative at the Reparations Commission;
Leslie S. BRASS, Esq., Assistant Principal at the Home Office;

For India:

Vernon DAWSON, Esq., C.I.E., Principal at the India Office;

His Majesty the King of the Bulgarians:

M. D. MIKOFF, Chargé d'Affaires in Berne;

The President of the National Government of the Republic of China:

M. Lone LIANG, Counsellor of the Legation of China to the President of the German Reich;

The President of the Colombian Republic:

Dr. Antonio José RESTREPO, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

The President of the Republic of Cuba:

M. G. DE BLANCK Y MENOCAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

M. Manuel R. ALVAREZ, Commercial Attaché to the Permanent Delegation accredited
to the League of Nations;

His Majesty the King of Denmark:

M. William BORBERG, Permanent Delegate accredited to the League of Nations;

*The President of the Polish Republic,**for the Free City of Danzig:*

M. François SOKAL, Minister, Plenipotentiary, Delegate of the Polish Republic accredited
to the League of Nations;

M. John MUHL, First Prosecutor and Head of the Criminal Police of the Free City;

His Majesty the King of Spain:

M. Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis DE LA TORREHERMOSA, Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council;

The President of the French Republic:

Count DE CHALENDAR, Financial Attaché to the Embassy accredited to His Britannic
Majesty;

The President of the Hellenic Republic:

M. Mégalos CALOYANNI, " Conseiller honoraire " to the High Court of Appeal at Cairo;

His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary:

M. P. DE HEVESY DE HEVES, Resident Minister, Permanent Delegate accredited to the
League of Nations;

His Majesty the King of Italy:

Commendatore Dr. Ugo ALOISI, Counsellor at the " Cour de Cassation ", Attaché to the
Ministry of Justice;

His Majesty the Emperor of Japan:

M. Raizaburo HAYASHI, Public Prosecutor of the Supreme Court;

M. Shigeru NAGAI, Director of the Imperial Mint;

Her Royal Highness the Grand Duchess of Luxemburg:

M. Charles G. VERMAIRE, Consul at Geneva;

His Serene Highness the Prince of Monaco:

M. Rodolphe ELLÈS, Vice-Consul at Geneva;

His Majesty the King of Norway:

M. Chr. L. LANGE, Secretary-General of the Interparliamentary Union;

The President of the République of Panama:

Dr. AROSEMENA, Secretary of State for Foreign Affairs;

Her Majesty the Queen of the Netherlands:

Baron A. A. VAN DER FELTZ, Former Head of the Dutch Central Office for the Suppression
of Falsifications, Former General Prosecutor to the Court of Appeal of Amsterdam;

M. P. J. GERKE, Treasurer-General to the Department of Finance of the Dutch Indies;

M. K. H. BROEKHOFF, State Commissioner of Police, Chief Inspector of Police;

The President of the Polish Republic:

- M. François SOKAL, Minister Plenipotentiary, Delegate accredited to the League of Nations;
Dr. Włodzimierz SOKALSKI, Judge at the Supreme Court;

The President of the Portuguese Republic:

- Dr. José CAEIRO DA MATTA, Director of the Bank of Portugal, Professor of Law at the University of Lisbon;

His Majesty the King of Roumania:

- M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations;
M. Vespasien V. PELLA, Professor of Criminal Law at the University of Jassy;
M. Pascal TONCESCO, Counsellor at the Court of Appeal;

His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes:

- Dr. Thomas GIVANOVITCH, Professor of Criminal Law at the University of Belgrade;

The Central Executive Committee of the Union of Soviet Socialist Republics:

- M. Georges LACHKEVITCH, Legal Adviser to the Embassy of the Union, accredited to the President of the French Republic;
M. Nicolas LIUBIMOV, Attaché to the Embassy of the Union, accredited to the President of the French Republic;

The Swiss Federal Council:

- M. E. DELAQUIS, Head of the Police Division of the Federal Department of Justice and Police, Professor of Law at the University of Berne;

The President of the Czechoslovak Republic:

- M. Jaroslav KALLAB, Professor of Penal and International Law at the University of Brno;

who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

PART I.

Article 1.

The High Contracting Parties recognise the rules laid down in Part I of this Convention as the most effective means in present circumstances for ensuring the prevention and punishment of the offence of counterfeiting currency.

Article 2.

In the present Convention, the word "currency" is understood to mean paper money (including banknotes) and metallic money, the circulation of which is legally authorised.

Article 3.

The following should be punishable as ordinary crimes:

- (1) Any fraudulent making or altering of currency, whatever means are employed;
- (2) The fraudulent uttering of counterfeit currency;
- (3) The introduction into a country of or the receiving or obtaining counterfeit currency with a view to uttering the same and with knowledge that it is counterfeit;
- (4) Attempts to commit, and any intentional participation in, the foregoing acts;
- (5) The fraudulent making, receiving or obtaining of instruments or other articles peculiarly adapted for the counterfeiting or altering of currency.

Article 4.

Each of the acts mentioned in Article 3, if they are committed in different countries, should be considered as a distinct offence.

Article 5.

No distinction should be made in the scale of punishments for offences referred to in Article 3 between acts relating to domestic currency on the one hand and to foreign currency on the other; this provision may not be made subject to any condition of reciprocal treatment by law or by treaty.

Article 6.

In countries where the principle of the international recognition of previous convictions is recognised, foreign convictions for the offences referred to in Article 3 should, within the conditions prescribed by domestic law, be recognised for the purpose of establishing habitual criminality.

Article 7.

In so far as "civil parties" are admitted under the domestic law, foreign "civil parties", including, if necessary, the High Contracting Party whose money has been counterfeited, should be entitled to all rights allowed to inhabitants by the laws of the country in which the case is tried.

Article 8

In countries where the principle of the extradition of nationals is not recognised, nationals who have returned to the territory of their own country after the commission abroad of an offence referred to in Article 3 should be punishable in the same manner as if the offence had been committed in their own territory, even in a case where the offender has acquired his nationality after the commission of the offence.

This provision does not apply if, in a similar case, the extradition of a foreigner could not be granted.

Article 9.

Foreigners who have committed abroad any offence referred to in Article 3, and who are in the territory of a country whose internal legislation recognises as a general rule the principle of the prosecution of offences committed abroad, should be punishable in the same way as if the offence had been committed in the territory of that country.

The obligation to take proceedings is subject to the condition that extradition has been requested and that the country to which application is made cannot hand over the person accused for some reason which has no connection with the offence.

Article 10.

The offences referred to in Article 3 shall be deemed to be included as extradition crimes in any extradition treaty which has been or may hereafter be concluded between any of the High Contracting Parties.

The High Contracting Parties who do not make extradition conditional on the existence of a treaty or reciprocity, henceforward recognise the offences referred to in Article 3 as cases of extradition as between themselves.

Extradition shall be granted in conformity with the law of the country to which application is made.

Article 11.

Counterfeit currency, as well as instruments or other articles referred to in Article 3 (5), should be seized and confiscated. Such currency, instruments or other articles should, after confiscation, be handed over on request either to the Government or bank of issue whose currency is in question, with the exception of exhibits whose preservation as a matter of record is required by the law of the country where the prosecution took place, and any specimens whose transmission

to the Central Office mentioned in Article 12 may be deemed advisable. In any event, all such articles should be rendered incapable of use.

Article 12.

In every country, within the framework of its domestic law, investigations on the subject of counterfeiting should be organised by a central office.

This central office should be in close contact:

- (a) With the institutions issuing currency;
- (b) With the police authorities within the country;
- (c) With the central offices of other countries.

It should centralise, in each country, all information of a nature to facilitate the investigation, prevention and punishment of counterfeiting currency.

Article 13.

The central offices of the different countries should correspond directly with each other.

Article 14.

Each central office should, so far as it considers expedient, forward to the central offices of the other countries a set of cancelled specimens of the actual currency of its own country.

It should, subject to the same limitation, regularly notify to the central offices in foreign countries, giving all necessary particulars:

- (a) New currency issues made in its country;
- (b) The withdrawal of currency from circulation, whether as out of date or otherwise.

Except in cases of purely local interest, each central office should, so far as it thinks expedient, notify to the central offices in foreign countries:

(1) Any discovery of counterfeit currency. Notification of the forgery of bank or currency notes shall be accompanied by a technical description of the forgeries, to be provided solely by the institution whose notes have been forged. A photographic reproduction or, if possible, a specimen forged note should be transmitted. In urgent cases, a notification and a brief description made by the police authorities may be discreetly communicated to the central offices interested, without prejudice to the notification and technical description mentioned above;

(2) Investigation and prosecutions in cases of counterfeiting, and arrests, convictions and expulsions of counterfeiters, and also, where possible, their movements, together with any details which may be of use, and in particular their descriptions, finger-prints and photographs;

(3) Details of discoveries of forgeries, stating whether it has been possible to seize all the counterfeit currency put into circulation.

Article 15.

In order to ensure, improve and develop direct international co-operation in the prevention and punishment of counterfeiting currency, the representatives of the central offices of the High Contracting Parties should from time to time hold conferences with the participation of representatives of the banks of issue and of the central authorities concerned. The organisation and supervision of a central international information office may form the subject of one of these conferences.

Article 16.

The transmission of letters of request¹ relating to offences referred to in Article 3 should be effected:

- (a) Preferably by direct communication between the judicial authorities, through the central offices where possible;
- (b) By direct correspondence between the Ministers of Justice of the two countries, or by direct communication from the authority of the country making the request to the Minister of Justice of the country to which the request is made;

¹ This expression has the same meaning as "letters rogatory".

(c) Through the diplomatic or consular representative of the country making the request in the country to which the request is made; this representative shall send the letters of request direct to the competent judicial authority or to the authority appointed by the Government of the country to which the request is made, and shall receive direct from such authority the papers showing the execution of the letters of request.

In cases (a) and (c), a copy of the letters of request shall always be sent simultaneously to the superior authority of the country to which application is made.

Unless otherwise agreed, the letters of request shall be drawn up in the language of the authority making the request, provided always that the country to which the request is made may require a translation in its own language, certified correct by the authority making the request.

Each High Contracting Party shall notify to each of the other High Contracting Parties the method or methods of transmission mentioned above which it will recognise for the letters of request of the latter High Contracting Party.

Until such notification is made by a High Contracting Party, its existing procedure in regard to letters of request shall remain in force.

Execution of letters of request shall not be subject to payment of taxes or expenses of any nature whatever other than expenses of experts.

Nothing in the present article shall be construed as an undertaking on the part of the High Contracting Parties to adopt in criminal matters any form or methods of proof contrary to their laws.

Article 17.

The participation of a High Contracting Party in the present Convention shall not be interpreted as affecting that Party's attitude on the general question of criminal jurisdiction as a question of international law.

Article 18.

The present Convention does not affect the principle that the offences referred to in Article 3 should in each country, without ever being allowed impunity, be defined, prosecuted and punished in conformity with the general rules of its domestic law.

PART II.

Article 19.

The High Contracting Parties agree that any disputes which might arise between them relating to the interpretation or application of this Convention shall, if they cannot be settled by direct negotiation, be referred for decision to the Permanent Court of International Justice. In case any or all of the High Contracting Parties parties to such a dispute should not be Parties to the Protocol bearing the date of December 16th, 1920, relating to the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be referred, at the choice of the parties and in accordance with the constitutional procedure of each party, either to the Permanent Court of International Justice or to a court of arbitration constituted in accordance with the Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or to some other court of arbitration.

Article 20.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear to-day's date. Until the 31st day of December 1929, it shall be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations and on behalf of any non-member State which was represented at the Conference which elaborated the present Convention or to which a copy is communicated by the Council of the League of Nations.

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States aforesaid.

Article 21.

After the 1st day of January 1930, the present Convention shall be open to accession on behalf of any Member of the League of Nations and any of the non-member States referred to in Article 20 on whose behalf it has not been signed.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League

of Nations, who will notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 20.

Article 22.

The countries which are ready to ratify the Convention under the second paragraph of Article 20 or to accede to the Convention under Article 21 but desire to be allowed to make any reservations with regard to the application of the Convention may inform the Secretary-General of the League of Nations to this effect, who shall forthwith communicate such reservations to the High Contracting Parties on whose behalf ratifications or accessions have been deposited and enquire whether they have any objection thereto. If within six months of the date of the communication of the Secretary-General no objections have been received, the participation in the Convention of the country making the reservation shall be deemed to have been accepted by the other High Contracting Parties subject to the said reservation.

Article 23.

Ratification of or accession to the present Convention by any High Contracting Party implies that its legislation and its administrative organisation are in conformity with the rules contained in the Convention.

Article 24.

In the absence of a contrary declaration by one of the High Contracting Parties at the time of signature, ratification or accession, the provisions of the present Convention shall not apply to colonies, overseas territories, protectorates or territories under suzerainty or mandate.

Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to accede to the Convention, in accordance with the provisions of Articles 21 and 23, for their colonies, overseas territories, protectorates or territories under suzerainty or mandate. They also reserve the right to denounce it separately in accordance with the provisions of Article 27.

Article 25.

The present Convention shall not come into force until five ratifications or accessions on behalf of Members of the League of Nations or non-member States have been deposited. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the fifth ratification or accession.

Article 26.

After the coming into force of the Convention in accordance with Article 25, each subsequent ratification or accession shall take effect on the ninetieth day from the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 27.

The present Convention may be denounced on behalf of any Member of the League of Nations or non-member State by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Members of the League and the non-member States referred to in Article 20. Such denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations, and shall operate only in respect of the High Contracting Party on whose behalf it was notified.

Article 28.

The present Convention shall be registered by the Secretariat of the League of Nations on the date of its coming into force.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

FAIT à Genève, le vingt avril mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 20.

DONE at Geneva, the twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified copies will be transmitted to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 20.

ALBANIE

D^r STAVRO STAVRI

ALBANIA

ALLEMAGNE

D^r Erich KRASKE
D^r Wolfgang METTGENBERG.
VOCKE

GERMANY

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

UNITED STATES OF AMERICA

Hugh R. WILSON

AUTRICHE

D^r Bruno SCHULTZ

AUSTRIA

BELGIQUE

SERVAIS

BELGIUM

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique, non membres séparés de la Société des Nations.

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.

John FISCHER WILLIAMS
Leslie S. BRASS.

INDE

INDIA

As is provided in Article 24 of the Convention, my signature does not include the territories of any Prince or Chief under the Suzerainty of His Majesty.¹

Vernon DAWSON.

BULGARIE

BULGARIA

D. MIKOFF

CHINE

CHINA

Lone LIANG

COLOMBIE

COLOMBIA

A. J. RESTREPO

CUBA

CUBA

G. DE BLANCK
M. R. ALVAREZ

DANEMARK

DENMARK

William BORBERG

VILLE LIBRE DE DANTZIG

FREE CITY OF DANZIG

F. SOKAL
John MUHL

ESPAGNE

SPAIN

Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis DE LA TORREHERMOSA

FRANCE

FRANCE

CHALENDAR

GRÈCE

GREECE

Mégalos CALOYANNI

[Translation.]

¹ Ainsi qu'il est prévu à l'article 24 de la Convention, ma signature ne couvre pas les territoires de tout Prince ou Chef sous la suzeraineté de Sa Majesté.

HONGRIE

Paul DE HEVESY

HUNGARY

ITALIE

Ugo ALOISI

ITALY

JAPON

Raizaburo HAYASHI
Shigeru NAGAI

JAPAN

LUXEMBOURG

Ch. G. VERMAIRE

LUXEMBURG

MONACO

R. ELLÈS

MONACO

NORVÈGE

Chr. L. LANGE

NORWAY

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, le soussigné déclare, au nom de son Gouvernement, que :

Vu les dispositions de l'article 176, alinéa 2, du Code pénal ordinaire norvégien et l'article 2 de la loi norvégienne sur l'extradition des malfaiteurs, l'extradition prévue à l'article 10 de la présente Convention ne pourra être accordée pour l'infraction visée à l'article 3, N° 2, au cas où la personne qui met en circulation une fausse monnaie l'a reçue elle-même de bonne foi.¹

PANAMA

J. D. AROSEMENA

PANAMA

PAYS-BAS

A. A. VAN DER FELTZ.
P. J. GERKE
K. H. BROEKHOFF

THE NETHERLANDS

Translation.]

¹ At the time of signing the present Convention, the undersigned declares on behalf of his Government that:

In view of the provisions of Article 176, paragraph 2, of the Norwegian Ordinary Criminal Code and Article 2 of the Norwegian Law on the Extradition of Criminals, the extradition provided for in Article 10 of the present Convention may not be granted for the offence referred to in Article 3, No. 2, where the person uttering the counterfeit currency himself accepted it *bona fide* as genuine.

POLOGNE

F. SOKAL
Włodzimierz SOKALSKI

POLAND

PORTUGAL

José CAEIRO DA MATTA

PORTUGAL

ROUMANIE

ANTONIADE

Vespasien V. PELLA.

ROUMANIA
Pascal TONCESCO

ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES

KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES

D^r Thomas GIVANOVITCH.

UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES

G. LACHKEVITCH
Nicolas LIUBIMOV

UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS

SUISSE

DELAQUIS

SWITZERLAND

TCHÉCOSLOVAQUIE

Jaroslav KALLAB.

CZECHOSLOVAKIA

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général:

For the Secretary-General:

Conseiller juridique du Secrétariat.

Legal Adviser of the Secretariat